

Audience publique du 25 septembre 2007

Le Tribunal de Paix de et à Esch-sur-Alzette, Arrondissement Judiciaire et Grand-Duché de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit:

Dans la cause entre:

Carlo MARX, employé privé, et son épouse

Danièle RIES, sans profession connue, les deux demeurant ensemble à L-3235 Luxembourg, 30, rue de la Ferme

- *partie requérante* -, *partie débitrice* -, les deux comparant en personne, assistés de Maître Roy NATHAN, avocat à la Cour à Luxembourg,

et:

1) LUX RENT A CAR S.A., représentée par son conseil d'administration, établie et ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 5, rue Robert-Stumper,

- *partie créancière* -, n'ayant point comparu aux audiences publiques des 02 janvier, 30 janvier, 13 mars, 08 mai et 20 juin 2007,

2) la société de droit français CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN, représentée par son conseil d'administration, établie et ayant son siège social à F-57660 Hettange-Grande, 16, rue Général Patton,

- *partie créancière* -, ayant comparu à l'audience publique du 30 janvier 2007 par Maître Isabelle DORMOY et à l'audience publique du 20 juin 2007 par Maître Sébastien COÏ, tous les deux avocats à Luxembourg, chaque fois en remplacement de Maître James JUNKER, avocat à la Cour à Luxembourg,

3) Michèle CLEMES, sans profession connue, demeurant à L-1612 Mondorf-les-Bains, 56, avenue Frantz-Clemes,

- *partie créancière* -, ayant comparu à l'audience publique du 30 janvier 2007 par Maître Claude CLEMES, avocat à la Cour à Luxembourg, n'ayant plus comparu à l'audience publique du 20 juin 2007,

4) Maître Fabien VERREAUX, avocat à la Cour, agissant en sa qualité de curateur de la faillite FERBAT S.A. ayant été établie et ayant eu son siège social à L-3514 Dudelange, 190, route de Kayl, ayant son étude à L-2016 Luxembourg, 10, rue Willy-Goergen (boîte postale 679),

- *partie créancière* -, défaillante,

Eingegangen

28 SEP. 2007

Erledigt: .....

5) Jean-Michel HALL-BACH, demeurant à L-588 Dudelange, 4, rue de Manom

- *partie créancière* -, comparant par Maître Frédéric KRIEG, en remplacement de Maître Gérard A. TURPEL, tous les deux avocats à la Cour à Luxembourg,

6) BANQUE RAIFFEISEN SOCIETE COOPERATIVE, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 20128, ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 46, rue Charles-Martel,

- *partie créancière* -, comparant par Maître Valérie TUTAK, en remplacement de Maître Arsène KRONSHAGEN, tous les deux avocats à la Cour à Luxembourg,

7) DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., représentée par son conseil d'administration, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 6307, établie et ayant son siège social à L-2953 Luxembourg, 60, route d'Esch,

- *partie créancière* -, comparant par Maître Laurent BACKES, en remplacement de Maître Mathis HENGEL, tous les deux avocats à la Cour à Luxembourg,

8) AUTODIS S.A., représentée par son conseil d'administration, établie et ayant son siège social à L-4149 Esch-sur-Alzette, um Monkeler,

- *partie créancière* -, ayant comparu à l'audience publique du 30 janvier 2007 par Maître Valérie JOLIVET, avocate à Luxembourg, en remplacement de Maître Pierrot SCHILTZ, avocat à la Cour à Luxembourg, n'ayant plus comparu à l'audience publique du 20 juin 2007,

9) L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, représenté par son Premier Ministre, élisant domicile au bureau de Monsieur le Receveur du Bureau des Recettes des Contributions à Esch-sur-Alzette, sis à L-4003 Esch-sur-Alzette, 50, rue Xavier-Brasseur (boîte postale 235),

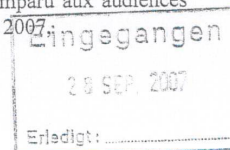
- *partie créancière* -, comparant par Maître Stéphanie STAROWICZ, avocate à Luxembourg, en remplacement de Maître Jean KAUFFMAN, avocat à la Cour à Luxembourg,

10) Anne NIEDERCORN, sans profession connue, demeurant à L-1008 Strassen, 42, route d'Ardon

- *partie créancière* -, comparant en personne,

11) la société de droit allemand EUROPLAN G.m.b.H., représentée par son ou ses gérants, établie et ayant son siège social à D-49204 Hasbergen, Hansastrasse 22b,

- *partie employeuse de Carlo Marx* -, n'ayant point comparu aux audiences publiques des 02 janvier, 30 janvier, 13 mars, 08 mai et 20 juin 2007.



12) Administration communale de Bettembourg, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, établie à L-3201 Bettembourg, boîte postale 29,

- *partie employeuse de Danièle RIES* -, ayant comparu à l'audience publique du 02 janvier 2007 par son fonctionnaire Edouard REDING, receveur communal, n'ayant plus comparu aux audiences publiques du 30 janvier, du 13 mars, du 08 mai et du 20 juin 2007

et encore:

INTER-ACTIONS A.S.B.L., représentée par son conseil d'administration, ayant son siège social à L-2611 Luxembourg, 9, route de Thionville, établie à L-4011 Esch-sur-Alzette, 15, rue de l'Alzette,

- *service d'information et de conseil en matière de surendettement* -, comparant par son employée Susanna CANADIA, juriste.

---

Faits:

Par requête déposée au greffe de la Justice de Paix de et à Esch-sur-Alzette en date du 06 décembre 2006 les requérants exposent n'être pas en état de manière durable de payer leurs dettes exigibles ou à échoir, n'avoir pas organisé leur insolvabilité et répondre de ce fait aux conditions de l'article 2 de la loi modifiée du 08 décembre 2000 sur le surendettement.

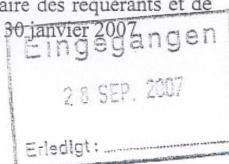
Ils concluent à voir continuer la suspension des procédures d'exécution durant la procédure de redressement judiciaire, les admettre au bénéfice du redressement judiciaire, prendre toutes autres mesures jugées utiles par le tribunal, en conséquence désigner un échéancier pour le règlement collectif des dettes.

Par ordonnance n°2792/06 du 06 décembre 2006, exécutoire par provision nonobstant l'exercice d'une voie de recours légale, sans caution et sur minute, le juge de paix directeur de la justice de paix saisie ordonna avec effet immédiat la suspension des mesures d'exécution en cours sur les biens meubles ou immeubles des requérants.

Toutes les parties intéressées furent convoquées par le greffe à l'audience publique du 02 janvier 2007.

A cette audience publique, le mandataire de l'Administration communale de Bettembourg déclara que depuis la rentrée scolaire de septembre 2006 Danièle RIES ne travaillerait plus comme chargée de cours au service de sa mandante et ne toucherait dès lors plus de revenu périodique protégé de la part de celle-ci.

L'affaire fut ensuite renvoyée à la demande du mandataire des requérants et de l'accord de toutes les autres parties à l'audience publique du 30 janvier 2007.





A cette audience publique le requérant [REDACTED] et la créancière [REDACTED] en personne, ainsi que les mandataires des requérants et des créanciers CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN, Michèle CLEMES, [REDACTED] BANQUE RAIFFEISEN SOCIETE COOPERATIVE, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., AUTODIS S.A. et Etat du Grand-Duché de Luxembourg, ès qualités qu'il agit, et du Service d'information et de conseil en matière de surendettement furent entendus en leurs explications et moyens.

Le mandataire de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. donna encore lecture de conclusions écrites.

La partie créancière LUX RENT A CAR S.A. n'avait pas comparu, ni en personne, ni par mandataire. La convocation à l'audience avait été remise à son fondé de pouvoir en date du 13 décembre 2006.

La partie créancière Maître Fabien VERREAUX, ès qualités qu'il agit, n'avait pas comparu, ni en personne, ni par mandataire. La convocation à l'audience n'avait pu être remise à sa personne.

La partie employeuse de [REDACTED] EUROPLAN G.m.b.H., n'avait pas comparu, ni en personne, ni par mandataire. La convocation à l'audience avait été remise à son fondé de pouvoir en date du 14 décembre 2006.

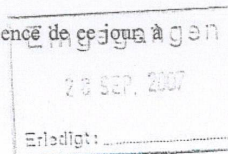
A la demande de toutes les parties intéressées l'affaire fut ensuite successivement renvoyée tout d'abord à l'audience publique extraordinaire du mardi 13 mars 2007, puis à l'audience publique ordinaire du 08 mai 2007 et enfin à l'audience publique extraordinaire du mercredi 20 juin 2007 à 09.00 du matin, salle d'audience n°20 au troisième étage.

A cette audience publique le requérant [REDACTED] et la créancière [REDACTED] en personne, ainsi que les mandataires des requérants et des créanciers CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN, [REDACTED] BANQUE RAIFFEISEN SOCIETE COOPERATIVE, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. et Etat du Grand-Duché de Luxembourg, ès qualités qu'il agit, et du Service d'information et de conseil en matière de surendettement furent entendus en leurs explications et moyens.

Les parties créancières [REDACTED] et AUTODIS S.A. n'avaient plus comparu.

Les parties créancières LUX RENT A CAR S.A. et Maître Fabien VERREAUX, ès qualités qu'il agit, de même que la partie employeuse de [REDACTED] EUROPLAN G.m.b.H., n'avaient toujours pas comparu, ni en personne, ni par mandataire.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience de ce jour à 9 h 00 laquelle le prononcé avait été fixé, le





### jugement

qui suit:

Par requête déposée au greffe de la Justice de Paix de et à Esch-sur-Alzette en date du 06 décembre 2006 les requérants exposent n'être pas en état de manière durable de payer leurs dettes exigibles ou à échoir, n'avoir pas organisé leur insolvabilité et répondre de ce fait aux conditions de l'article 2 de la loi modifiée du 08 décembre 2000 sur le surendettement.

Ils concluent à voir continuer la suspension des procédures d'exécution durant la procédure de redressement judiciaire, les admettre au bénéfice du redressement judiciaire, prendre toutes autres mesures jugées utiles par le tribunal, en conséquence désigner un échéancier pour le règlement collectif des dettes.

Par ordonnance n°2792/06 du 06 décembre 2006, exécutoire par provision nonobstant l'exercice d'une voie de recours légale, sans caution et sur minute, le juge de paix directeur de la justice de paix saisie ordonna avec effet immédiat la suspension des mesures d'exécution en cours sur les biens meubles ou immeubles des requérants.

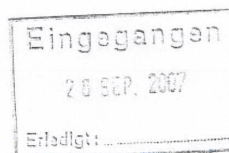
Toutes les parties intéressées furent convoquées par le greffe à l'audience publique du 02 janvier 2007.

A cette audience publique, le mandataire de l'Administration communale de Bettembourg déclara que depuis la rentrée scolaire de septembre 2006 **ANNIE RIE** ne travaillerait plus comme chargée de cours au service de sa mandante et ne toucherait dès lors plus de revenu périodique protégé de la part de celle-ci.

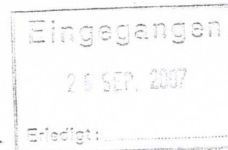
L'affaire fut ensuite renvoyée à la demande du mandataire des requérants et de l'accord de toutes les autres parties à l'audience publique du 30 janvier 2007.

A cette audience publique le requérant **CHRIS MARY** et la créancière **ANNE NIEDERCORN** en personne, ainsi que les mandataires des requérants et des créanciers CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN, Michèle CLEMES, **ANNIE RIE**, BANQUE RAIFFEISEN SOCIETE COOPERATIVE, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., AUTODIS S.A. et Etat du Grand-Duché de Luxembourg, ès qualités qu'il agit, et du Service d'information et de conseil en matière de surendettement furent entendus en leurs explications et moyens.

Le mandataire de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. donna encore lecture des conclusions écrites que voici:



Me Mathis HENGEL  
Avocat à la Cour



NOTE DE PLAIDOIRIES

POUR:

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG,  
établie et ayant son siège social à L-2953 Luxembourg,  
69, route d'Esch, représentée par son conseil  
d'administration actuellement en fonctions,

comparant par Maître Mathis HENGEL, avocat à la Cour,  
demeurant à Luxembourg,

CONTRE:

Monsieur **CARLO MARX** et son épouse, demeurant  
ensemble à **L-5235 Bettembourg, 30 rue de la Ferme,**

comparant par Maître Roy NATHAN, avocat à la Cour,  
demeurant à Luxembourg,

---

Attendu qu'il est à noter que les époux **MARX** n'ont pas demandé d'assistance  
judiciaire pour les dix ans de procédure engagée à son encontre, ce qui est  
inimaginable à comprendre, alors qu'ils prétendent être surendettés.

Attendu qu'il est tout aussi inimaginable que les époux **MARX** aient introduit la  
demande formelle d'admission à la procédure de règlement conventionnel devant la  
Commission de surendettement seulement le 9 juin 2006 vers 11 heures du matin.

Le collaborateur de Me Mathis HENGEL a été averti de cette demande introduite  
effectivement le 9 juin 2006 vers 14.15 heures, alors que l'adjudication a lieu à 15  
heures en ce même jour.

Comment se fait-il que les époux **MARX** aient introduit une telle demande si  
tardivement, car n'importe quelle personne surendettée telle que le bon père de  
famille aurait pris la précaution d'introduire cette demande plus tôt.

La question est de savoir pourquoi avoir agi si tard, ce d'autant plus que le montant  
du passif est très élevé.

Après lecture du règlement grand-ducal du 12 octobre 2001 portant organisation et  
fonctionnement du service de conseil et de conseil en matière de surendettement il y  
a lieu de vérifier - étant donné la situation - si l'article 20 de ce règlement est  
respecté.

Suivant ce règlement « une nouvelle procédure auprès de la Commission de médiation ne peut être engagée qu'après un délai de trois ans à partir de la constatation de l'échec par la Commission de médiation.

Comme la partie plaidante ignore si cet article 20 pourrait entrer en application il y a lieu de poser ouvertement la question aux époux [REDACTED] et subsidiairement à la Commission de médiation de savoir si une telle demande a pu être introduite des années auparavant, puisque logiquement une personne qui se prétend surendettée depuis plusieurs années a peut-être dû introduire une telle demande auparavant, car comment expliquer l'introduction de cette demande aussi tardive du 9 juin 2006.

Attendu que Monsieur [REDACTED] fut engagé comme caution solidaire et indivisible dans la convention de crédit du [REDACTED] conclu entre la BIL S.A. et la S.à.r.l. RECO dont l'objet social fut la promotion immobilière et déclarée en faillite le 22 octobre 1993.

Etant donné les autres créances et le montant des créances il y a lieu de se demander sérieusement si les dettes de Monsieur [REDACTED] ne sont pas de nature professionnelle écartant ainsi Monsieur [REDACTED] du bénéfice de la procédure de surendettement.

L'exposé des travaux préparatoires de la loi du 8 décembre 2000 indique bien que le but de cette loi est de venir en aide aux familles qui n'ont pas su gérer leur budget familial et il faut se rappeler que la Commission de Médiation dépend du Ministère de la Famille et non pas du Ministère de l'Economie.

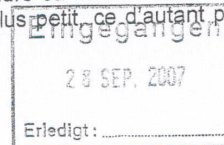
Il y a donc lieu de demander ouvertement à Monsieur [REDACTED] pourquoi par exemple il s'est porté caution de la société RECO, car il ne s'agit pas d'altruisme. Il a dû avoir un intérêt personnel.

Attendu qu'il y a lieu de noter que Monsieur [REDACTED] ne peut affirmer auprès de l'asbl INTER ACTIONS qu'il n'est pas commerçant s'il touche des commissions comme négociant d'immeubles.

Attendu que la partie plaidante a constaté que la Commission de médiation qui a rendu sa décision à l'unanimité le 4 décembre 2006 ne dispose pas d'information sur le revenu réel de Monsieur [REDACTED], mais de façon générale il y a lieu de constater qu'il n'y a pas de transparence sur la situation de fortune de Monsieur [REDACTED].

Il ne serait pas intéressant de disposer de la liste complète des commissions mensuelles et autres revenus mensuels de Monsieur [REDACTED] de chaque mois et des bulletins d'imposition de Monsieur [REDACTED] au Luxembourg et en Allemagne.

D'ailleurs il y a lieu de se demander comment une personne qui se prétend surendettée peut habiter une maison à Bettembourg qui est loin d'être une mesure. Monsieur [REDACTED] n'a jamais indiqué pour satisfaire ses créanciers qu'il était disposé à faire vendre des meubles meublants ou même à faire vendre sa maison en dehors d'une adjudication pour venir habiter dans un logement plus petit, ce d'autant plus qu'il semble ne pas avoir d'enfants.





Il faut préciser que même Me NATHAN évalue cette maison de luxe à un million d'euros (et qui entraîne des charges d'entretien en rapport), de sorte que si la maison avait été vendue de gré à gré par Monsieur MARX qui est un professionnel de l'immobilier cela aurait évité une longue procédure en justice depuis plus de dix ans et cela aurait permis de satisfaire chaque partie, et pour le solde éventuel un arrangement avec les créanciers aurait été alors bien évidemment possible. Ce comportement démontre de façon évidente encore une fois la mauvaise foi des époux MARX qui refusent le moindre paiement.

Il est encore étonnant que si Monsieur MARX travaille en Allemagne qu'il ne dispose que d'une Fiesta de 8 ans. Il s'agit bien évidemment de la voiture que sa femme utilise pour de courts trajets. Monsieur MARX devrait répondre à la question de savoir comment il se déplace en Allemagne ou dans les autres pays pour voir ses clients.

Attendu que concernant la proposition de paiement faite en juin 2006 la partie plaidante entend préciser les points suivants :

Me Roy NATHAN a dans un courrier officiel du 8 juin 2006 proposé que les époux MARX pourraient verser 10.000.-€ avant midi et le solde de 8.000€ le soir.

Le collaborateur de Me Mathis HENGEL, qui s'est entretenu avec Me NATHAN a fait savoir qu'il ne s'opposait pas à ce versement, mais la vente serait - devant le manque de crédibilité de Monsieur MARX la créance datant depuis dix ans déjà - maintenue pour le 9 juin 2006 15 heures.

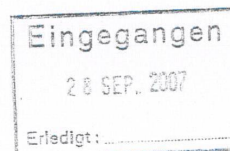
Depuis le 9 juin 2006 jusqu'à ce jour pas un seul centime n'a été déposé en l'étude de Me Mathis HENGEL. Me NATHAN fait état de 20.000.-€ dans sa requête à la Justice de paix, mais Me NATHAN n'explique pas pourquoi cet argent n'a jamais été viré ou déposé à l'Etude de Me HENGEL.

Le 12 juin 2006 Monsieur MARX souscrit pourtant une assurance pension complémentaire de 2.600.-€ ce qui n'aurait pas dû constituer la priorité des priorités étant donné sa situation. Ceci laisse aussi supposer que Monsieur touche aujourd'hui encore d'autres revenus non déclarés.

Attendu que la partie plaidante laisse le soin au Tribunal d'examiner eu égard aux éléments du dossier la question de l'organisation par les époux MARX de leur insolvabilité.

Attendu que devant ce manque de clarté il y a lieu de confirmer la décision de la Commission de surendettement.

Attendu qu'eu égard aux circonstances il y a lieu de condamner les époux à une indemnité de procédure sur base l'article 240 du Nouveau Code de Procédure Civile.



PAR CES MOTIFS

PLAISE A LA JUSTICE DE PAIX

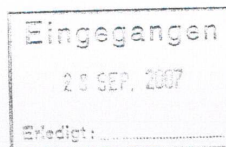
Confirmer la décision de la Commission de médiation du 4.12.2006.

Les époux [REDACTED] s'entendent en outre condamner solidairement au paiement d'une indemnité de procédure de l'ordre de 2.000.-€ sur base de l'article 240 du Nouveau Code de Procédure Civile, alors qu'il serait inéquitable de laisser à la seule charge de la partie DEXIA BIL tous les frais non compris au vu de l'attitude des époux [REDACTED] ayant conduit au présent litige ;

Profonds respects.

Pour Me Mathis HENGEL emp.

  
Me Laurent BACKES



La partie créancière CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN demanda encore la condamnation des requérants à lui payer une indemnité de procès de 500.- €.

Les requérants demandèrent au tribunal de dire cette demande mal fondée et de la rejeter.

La partie créancière LUX RENT A CAR S.A. n'avait pas comparu, ni en personne, ni par mandataire. La convocation à l'audience avait été remise à son fondé de pouvoir en date du 13 décembre 2006.

Conformément aux articles 79 et 102.(2) du Nouveau Code de Procédure Civile le présent jugement est réputé contradictoire à son égard.

La partie créancière Maître Fabien VERREAUX, ès qualités qu'il agit, n'avait pas comparu, ni en personne, ni par mandataire. La convocation à l'audience n'avait pu être remise à sa personne.

Conformément à l'article 79 du Nouveau Code de Procédure Civile le présent jugement est rendu par défaut à son égard.

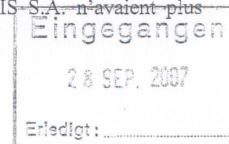
La partie employeuse de **Carlo MARK**, EUROPLAN G.m.b.H., n'avait pas comparu, ni en personne, ni par mandataire. La convocation à l'audience avait été remise à son fondé de pouvoir en date du 14 décembre 2006.

Conformément aux articles 79 et 102.(2) du Nouveau Code de Procédure Civile le présent jugement est réputé contradictoire à son égard.

Les requérants ayant déclaré disposer d'un amateur prêt à acheter leur maison familiale à Bettembourg dans le cadre d'une vente de gré à gré pour le prix d'un million d'euros, l'affaire fut à la demande de toutes les parties intéressées successivement renvoyée tout d'abord à l'audience publique extraordinaire du mardi 13 mars 2007 à 9.00 heures du matin, puis à l'audience publique ordinaire du 08 mai 2007 et enfin à l'audience publique extraordinaire du mercredi 20 juin 2007 à 09.00 du matin, salle d'audience n°20 au troisième étage.

A cette audience publique le requérant **Carlo MARK** et la créancière **Anne NIEDERKORN** en personne, ainsi que les mandataires des requérants et des créanciers CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN, **Jeanne HALL-BACH**, BANQUE RAIFFEISEN SOCIETE COOPERATIVE, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. et Etat du Grand-Duché de Luxembourg, ès qualités qu'il agit, et du Service d'information et de conseil en matière de surendettement furent entendus en leurs explications et moyens.

Les parties créancières **Nichèle CLEMES** et AUTODIS S.A. n'avaient plus comparu.





Les parties créancières LUX RENT A CAR S.A. et Maître Fabien VERREAUX, ès qualités qu'il agit, de même que la partie employeuse de ~~Carla~~ ~~MARY~~ EUROPLAN G.m.b.H., n'avaient toujours pas comparu, ni en personne, ni par mandataire.

L'article 7 de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement dispose ce qui suit:

"En cas d'échec de la procédure de règlement conventionnel, une procédure collective de redressement judiciaire peut être engagée devant le juge de paix du domicile du débiteur au moment de l'introduction de la demande par le Service d'information et de conseil en matière de surendettement, le débiteur ou toute partie intéressée."

*Cet article prévoit la procédure collective de redressement judiciaire. Le Conseil d'Etat aimerait préciser que la procédure de redressement judiciaire ne peut être engagée que si la procédure du règlement conventionnel n'a pas abouti. Ce préalable permettra d'éviter un recours abusif au juge de paix pour des affaires où un règlement conventionnel n'a pas été tenté ( Avis du Conseil d'Etat du 15 février 2000, doc. parlem. n°s4409/7, 3813/1, Chambre des Députés, session ordinaire 1999-2000, sub article 17 ( 7 selon le Conseil d'Etat), page 11).*

Il en découle qu'avant d'entamer la procédure de redressement judiciaire au fond, le juge de paix doit tout d'abord vérifier s'il y a eu une procédure de règlement conventionnel et dans l'affirmative s'il y a eu échec de cette procédure de règlement conventionnel.

En l'espèce le Service d'information et de conseil a soumis au tribunal la décision de la Commission de Médiation du 04 décembre 2006 qui suit de laquelle il ressort qu'il y a eu une procédure de règlement conventionnel et qu'il y a eu échec de cette procédure.





LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille et de l'intégration

Luxembourg, le 04 décembre 2006

COMMISSION DE MÉDIATION  
Ministère de la Famille et de l'intégration

12-14, avenue Emile Reuter  
LUXEMBOURG

Adresse postale : L - 2919 LUXEMBOURG

Séance du mardi 14 novembre 2006 de 09h00' à 10h00' (date de la convocation : 07 novembre 2006)

Membres participants : M. Pierre Jaeger, Président  
M. Tom Bellion, Mme Cecile Greisch,  
Mme Marie-Anne Rodesch

Membres excusés: M. Tom Grüneisen, M. Fernand Welschbillig

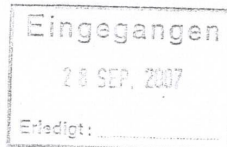
Secrétariat: M. Aloyse Picco



Concerne: Demande formelle d'admission à la procédure de règlement conventionnel des dettes conformément à la loi du 08 décembre 2000 sur le surendettement, signée en date du 9 juin 2006, par Monsieur [REDACTED] et Madame [REDACTED] domiciliés à [REDACTED]

D É C I S I O N

- Vu que Monsieur [REDACTED] s'est porté garant pour la somme de 110.000.000 de francs luxembourgeois pour la European Trading International Holding S.A. Vu que cette société a été déclarée en faillite en date du 18 février 1994 et que selon l'information, obtenue par téléphone, de la part de Maître Marc ELVINGER, qui a été nommé curateur de cette faillite, celle-ci n'est pas encore clôturée à ce jour ;



- vu qu'il n'existe aucune transparence sur les revenus du couple [REDACTED] [REDACTED] car Maître NATHAN, conseiller de la famille [REDACTED] déclare dans sa lettre du 19/09/06 « Mes parties ne disposent d'aucun revenu fixe... ». Tandis qu'un certificat du 06/07/2004 de la société Europlan dit que Monsieur [REDACTED] reçoit, comme avances sur commission, en moyenne, 3.500 € par mois et ceci depuis 1999. Cette déclaration est soutenue par un contrat signé en date du 27/12/2005 entre Monsieur [REDACTED] et Europlan. Cependant Monsieur [REDACTED] a souscrit une cotisation pension volontaire auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale relative à un salaire social minimum, ce qui ne correspond pas à un revenu moyen de 3.500 € mensuels ;
- vue que lors de la session de la Commission de Médiation celle-ci n'a disposé d'aucune information sur le revenu réel de Monsieur [REDACTED] car elle n'a été en possession d'aucune preuve certifiant des montants réels payés par la société Europlan à Monsieur [REDACTED] ;
- vu que la situation du couple [REDACTED] vis-à-vis de l'Administration des Contributions n'est pas claire, car Monsieur [REDACTED] a fait parvenir à la Commission de Médiation un courrier du 14/01/2000 par lequel il demande à l'Administration des Contributions une dispense, avec la motivation que depuis avril 1996, il est occupé en France et tombe donc sous le régime de la fiscalité française. Dans le dossier se trouve aussi un certificat de l'Administration des Contributions attestant que Monsieur et Madame [REDACTED] ne remplissent pas les conditions pour être imposés par voie d'assiette et ne sont pas soumis à l'impôt sur la fortune pour l'année 2005. En principe une telle dispense n'est accordée qu'à un couple qui a un revenu annuel inférieur à 31.000 € [~2.585 € mensuels]. Comme la Commission de Médiation ne dispose d'aucune déclaration d'impôt faite à l'étranger (Allemagne, France) par Monsieur [REDACTED] ni d'aucune preuve qu'il paye des impôts dans l'un des pays précités ;
- vu que Monsieur [REDACTED] déclare avoir des revenus d'environ 300 € par mois en provenance de la Chorale Mixte de Dahlheim et que Madame [REDACTED] touche environ 100 € par mois en tant que monitrice de l'Union Dudelange, mais qu'il ne fournit pas de preuves concernant ces revenus ;
- vu que Monsieur [REDACTED] a souscrit le 12/06/2006, trois jours après avoir signé la demande formelle d'admission à la procédure de règlement collectif de dettes, une assurance pension complémentaire d'un montant annuel de 2.600 € ;
- vu que Monsieur [REDACTED] avance des extraits bancaires de 2003 et 2005 pour prouver qu'il a acquitté sa dette auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, mais que celle-ci, dans un courrier du 14/07/2006, déclare que la créance ouverte de Monsieur [REDACTED] est de 8.270,77 € ;




- vu que Monsieur [REDACTED] prétend ne plus avoir de dette envers la banque ING, mais que Maître NATHAN, dans sa lettre du 19/09/06, parle d'une créance d'environ 5.266 € ;


- vu qu'après le courrier du 24/10/2006 adressé par Monsieur [REDACTED] à la Commission de Médiation les montants exacts des dettes à l'égard de Madame [REDACTED] Monsieur [REDACTED] Maître Fabien VERAUX, l'Administration des Contributions Directes (amendes fiscales et impôts en relation avec la société Youkos Trading and Consulting Finance sàrl anc. New Sports sàrl, ayant eu son siège social à L-1370 Luxembourg), l'Étude SCHAEFFER, HENGEL, GEIBEN et Associés et Madame [REDACTED] ne sont pas connus ;

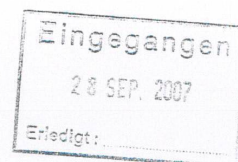
- vu que Monsieur [REDACTED] n'a fourni qu'une preuve, qu'en date du 17/10/2005, lui et Monsieur [REDACTED] étaient d'accord pour demander à la Justice de Paix, le retrait de la convocation relative à leur affaire commune, mais pas une attestation qu'il a remboursé, pour solde de tout compte, la dette envers Monsieur [REDACTED] ;

- vu que ni le courrier du 19 septembre 2006, adressé par Maître NATHAN au président de la Commission de Médiation, ni la réponse faite par Monsieur [REDACTED] en date du 24 octobre 2006, à l'attention du secrétaire de la Commission, suite à un courrier du 18 octobre 2006, adressé par la Commission de Médiation à Monsieur et Madame [REDACTED] n'ont su apporter des réponses claires aux questions et incohérences énumérées dans cette décision ;

la Commission de Médiation constate à l'unanimité des membres présents l'échec de la phase de règlement conventionnel de la procédure de règlement collectif des dettes telle que prévue par la loi du 08 décembre 2000 sur le surendettement.

  
Pierre Jaeger  
Président de la  
Commission de Médiation

  
Aloyse Picco  
Secrétaire de la  
Commission de Médiation



Dans le cadre de la procédure de règlement conventionnel le Service d'information et de conseil en matière de surendettement avait encore pris les conclusions écrites que voici:

Conclusion quant à l'instruction du dossier du couple [REDACTED]

1. Exposé préalable.

1.1. Identité des débiteurs

Nom : [REDACTED]  
Prénom : [REDACTED]  
Date de naissance : [REDACTED]  
Etat civil : Marié  
Enfants à charge: pas de données  
Adresse : [REDACTED]  
[REDACTED] Bettendorf

Nom: [REDACTED]  
Prénom: [REDACTED]  
Date de naissance: [REDACTED]  
Etat civil: Mariée  
Enfants à charge: pas de données  
Adresse: [REDACTED]

Profession : pas de données claires à ce sujet

Date de la signature formelle : 9 juin 2006

Estimation des biens du débiteur

Biens immeubles : une maison [REDACTED] Vente publique effectuée le 9 juin 2006. Effets de la vente ont été suspendus.  
Biens meubles : Pas de données.

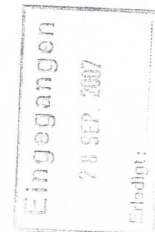
1.2 Dettes connues par le Service.

Suivant les déclarations de créances, ainsi que des décomptes fournis par les créanciers, les créances seraient les suivantes :

NOM ET PRENOM ADRESSE	RAISON OU DENOMINATION SOCIALE	Montants * suivant déclaration de créances
BCEE 4 rue Zithe L-2954 Luxembourg		8270.77
Banque Raiffeisen BP111 L-2011 Luxembourg	Soc. Coopérative	92871.32 403608.40 272682.87 128324.12 201809.83
Credit Mutuel Hettange-Grande 16 rue Patton F-57330 Hettange-Grande (Mtre James Junker)	ACI à RL	63760.01
Dexia-BIL		127584.78



69 rte d'Esch L-2953 Luxembourg (Mtre Backes)	SA	
AUTODIS	SA	4438.15
[REDACTED] [REDACTED] Av. Franck Clemens [REDACTED] Mondorf-les-bains		28478.45
LUX RENT A CAR 5 rue Robert Stumper L-2557 Luxembourg	SA	40672.75
[REDACTED] chez Huissier Meyer [REDACTED] rue de l'Alzette [REDACTED] Esch/Alzette		6021.41



\*Montants sous réserve

### 1.3 Revenus et charges

#### *a) Revenus*

Les débiteurs ne nous ont rien fourni à ce sujet, ils notent dans leur demande formelle qu'ils ne prévoient aucun revenu fixe.

#### *b) Charges du ménage: pas de données à ce sujet.*

Le disponible mensuel pour le paiement des dettes est : les débiteurs ne nous ont rien fourni à ce sujet.

## 2 Plan d'apurement proposé

Problèmes rencontrés lors de l'instruction:

Le Service ne peut présenter aux débiteurs et aux créanciers un projet de plan de remboursement que dans la mesure où les débiteurs ont collaboré. Dans le cas présent, force est de constater que suite au dépôt de la demande formelle, les débiteurs ont brillé par leur absence de collaboration: aucune données ne nous ont été fournies, malgré une promesse écrite de la part du débiteur et un rappel via lettre recommandée.

Lors de l'instruction du dossier, certains éléments nous sont apparus.  
A savoir:

1. La créance de la société AUTODIS SA émane d'un chèque sans provision (fax du 19/06/06 de l'huissier Steffen)
2. La DEXIA-BIL souligne le caractère commercial de sa créance envers Mr [REDACTED]. En effet, Mr [REDACTED] est porté caution solidaire et indivisible pour la société RECO Sàrl, dont il était le gérant



De plus, la Banque s'oppose à toute procédure de surendettement.

3. Dans le quotidien "Luxemburger Wort" du 5 avril 2006, paraît dans la rubrique avis judiciaires et notariaux l'annonce suivante:

*"Arrêt en matière correctionnelle.*

*Par arrêt n° 87/06 X du 22 février 2006, la Cour d'appel, Xe chambre, statuant en matière correctionnelle, a condamné, par évocation et réformation partielles d'un jugement 3739/2004 du 22 décembre 2004, prononcé par la XIIIe section du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, [REDACTED] demeurant à [REDACTED]*

*En sa qualité de dirigeant de la [REDACTED] (préventions sub A et E), respectivement dirigeant de la [REDACTED] (préventions sub B, C et D) anciennement [REDACTED] NEW SPORTS (préventions sub B, C et D) déclarée en état de faillite par jugement du 29 octobre 1999, A une peine d'emprisonnement de dix-huit mois, à une peine d'amende de 2.500€ ainsi qu'aux frais de la mise en jugement et de sa poursuite en instance d'appel du chef d'émission de chèque sans provision, banqueroute simple, banqueroute frauduleuse et abus de confiance.*

*L'arrêt a ordonné qu'il sera sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement.*

*Le même arrêt a fixé, par voie de confirmation du jugement de première instance, la durée de contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à 50 jours et à ordonné l'affichage du jugement en salle d'audience du tribunal de commerce de Luxembourg pour une durée de trois mois et l'insertion par extrait dans le journal.*

*Pour extrait conforme*

*Le Procureur d'Etat  
Luxembourg"*

4. Il s'avère que le couple [REDACTED] s'est porté caution personnelle, réelle, solidaire et indivisible en faveur de la société E.T.I. Holding S.A pour la somme de 11.000.000 LUF, de plus, Mr [REDACTED] s'est également porté caution solidaire et indivisible pour la société E.T.I Holding Finances S.A. pour un montant de 95.000.000 LUF dont le solde actuel est de 129.324,12 €, et pour 15.000.000 LUF, dont le solde actuel s'élève à 201.809,83 €. Il est de l'avis du Service que ces dettes revêtent un caractère professionnel; dettes exclues dans le cadre de la procédure de surendettement (loi du 8/12/2000).

#### Conclusion

Du fait des éléments mis en exergue lors de l'instruction du dossier démontrant:

- Manque de collaboration du débiteur
- Organisation manifeste d'insolvabilité
- Dettes professionnelles

le Service demande à la Commission de médiation de constater l'échec de la procédure conventionnelle.

Nadine Bourgeois.  
Responsable du Service



A l'audience publique extraordinaire du 20 juin 2007 le requérant Carlo [REDACTED] a reconnu ne pas disposer d'amateur disposé à acheter sa maison familiale de gré à gré.

Il a informé le tribunal de paix et les parties intéressées présentes ou représentées qu'il se proposerait de réaliser un projet de lotissement prévoyant la construction de 31 chalets en France, dans la région Champagne-Ardenne. La convention afférente serait signée le lendemain au siège de la société THOMAS & PIRON à Luxembourg. Les bénéfices touchés par lui dans le cadre de ce projet lui permettraient de payer la majorité de ses dettes.

Les créancières CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN, BANQUE RAIFFEISEN SOCIETE COOPERATIVE et DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. de même que le Service d'information et de conseil en matière de surendettement concluent à l'irrecevabilité de la demande de Carlo [REDACTED] et de [REDACTED] eu égard à l'origine professionnelle des créances des créancières BANQUE RAIFFEISEN SOCIETE COOPERATIVE et DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., le créancier [REDACTED] rapportant à prudence de justice à ce sujet.

Les requérants ne contestent pas le caractère commercial des créances des créancières BANQUE RAIFFEISEN SOCIETE COOPERATIVE et de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., se bornant à noter à la page 4 de leur requête introductive d'instance à ce sujet: « Eu égard de la jurisprudence récente de la juridiction saisie, le caractère commercial ou privé est un critère étranger à la procédure d'admission à la procédure de surendettement ( décision Struttman, décision Nikki Hoffmann). »

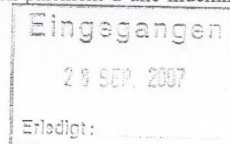
L'article 2 de la loi modifiée du 08 décembre 2000 sur le surendettement dispose ce qui suit:

« La procédure de règlement collectif des dettes est ouverte à toute personne physique, autorisée à résider sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, éprouvant des difficultés financières durables pour faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles exigibles et à échoir... »

Force est de constater qu'en l'espèce la quasi-totalité des dettes des requérants provient des activités professionnelles du requérant [REDACTED].

Il en suit que la requête est irrecevable ce qui implique que l'ordonnance n°2792/06 du 06 décembre 2006 précitée cesse immédiatement ses effets.

La créancière CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN n'ayant pas établi qu'il serait inéquitable de laisser à sa seule charge la totalité de ses frais irrépétibles, sa demande en paiement d'une indemnité de procès est mal fondée et requiert un rejet.



Vu l'article 15 de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement et vu également l'urgence, il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire du présent jugement à partir de son prononcé, nonobstant l'exercice d'un recours légal, sans caution et sur minute.

Par ces motifs,

le Tribunal de Paix de et à Esch-sur-Alzette, siégeant en matière de surendettement, statuant par défaut à l'égard de la partie créancière Maître Fabien VERREAUX, ès qualités qu'il agit, contradictoirement à l'égard des autres parties et en premier ressort,

dit la requête de [REDACTED] et de [REDACTED] irrecevable;



dit que l'ordonnance n°2792/06 du 06 décembre 2006 précitée cesse immédiatement ses effets;

dit la demande de la créancière CAISSE DE CREDIT MUTUEL HETTANGE-GRANDE BASSE-RENTGEN en paiement d'une indemnité de procès mal fondée et la rejette;

ordonne l'exécution provisoire du présent jugement à partir de son prononcé, nonobstant l'exercice d'un recours légal, sans caution et sur minute;

condamne les requérants [REDACTED] et [REDACTED] in solidum à tous les dépens de l'instance.

*Ainsi décidé, jugé et prononcé en audience publique à Esch-sur-Alzette par Jean-Marie HENGEN, conseiller honoraire à la Cour d'Appel et juge de paix directeur, assisté de Alain JUNG, adjoint au greffier en chef, qui ont signé le présent jugement.*

  
 POUR COPIE CONFORME  
Esch-sur-Alzette, le  
26 SEP. 2007  
Le Greffier  
